

Faits marquants du Congrès mondial de la nature de l'UICN : Dimanche 12 octobre 2025

L'interconnexion a été le mot d'ordre récurrent de la quatrième journée du Congrès mondial de la nature 2025 de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les discussions ont souligné que la conservation de la nature ne peut réussir de manière isolée, mais nécessite des approches globales de la société et de l'économie qui transcendent les différentes communautés et les cloisonnements. « Nous ne pouvons pas nous permettre de gagner la course vers le zéro net en perdant la nature », a averti un intervenant à propos des impacts du déploiement des énergies renouvelables sur la biodiversité. La journée s'est également terminée par une synthèse des principaux rapports et annonces publiés au cours des quatre jours du Forum du Congrès.

Dialogues de haut niveau

Le changement transformationnel depuis Rio et au-delà : une poussée tous azimuts pour les Objectifs 2030 Le dialogue s'est concentré sur deux des thèmes du Congrès : l'intensification des mesures de conservation résilientes et la transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature. Le dialogue était modéré par Julia Marton-Lefèvre, Présidente du Conseil d'administration de la Fondation Villars Institute. Dans son discours liminaire, Grethel Aguilar, Directrice générale de l'UICN, a souligné la nécessité de continuer à œuvrer pour l'intégrité, de briser les cloisonnements, de lutter contre l'inertie et d'adopter l'innovation.

Le premier panel s'est concentré, entre autres, sur le renforcement des synergies entre les Conventions de Rio et les multiples parties prenantes. Batbataar Bat, Ministre du Changement climatique et de l'Environnement de Mongolie,

a affirmé le travail accompli par son gouvernement pour lutter contre la désertification, le changement climatique et la perte de biodiversité, et pour renforcer la résilience des écosystèmes.

Ruth Spencer, Présidente du Fonds fiduciaire pour les zones protégées des écosystèmes marins, Antigua-et-Barbuda, a évoqué le travail accompli par les communautés locales pour mettre en œuvre l'Accord d'Escazú, soulignant que les populations locales se mobilisent pour demander des comptes aux gouvernements.

Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique (CDB), a souligné que les pays doivent s'efforcer de renforcer les synergies grâce à des mécanismes de financement communs et à des projets multifocaux.

Au cours du deuxième panel sur les perspectives d'un cadre au-delà du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Carlos Manuel Rodriguez, PDG et Président du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a souligné la nécessité pour les gouvernements nationaux de créer des politiques et des cadres visant à uniformiser les règles du jeu économique, notamment par le biais de réformes fiscales et de la comptabilité verte.

Jacob Martin-Malus, Sous-ministre adjoint, Biodiversité, Faune et Parcs, gouvernement du Québec, a évoqué la collaboration de sa province avec la population inuite locale pour soutenir les écosystèmes fragiles de l'Arctique.

Norah Kimathi, Cofondatrice de Zerobionic, a présenté les travaux de son entreprise visant à améliorer l'accessibilité grâce à la robotique, en soulignant la participation des jeunes à la co-création des politiques et au changement de leadership.

En clôture de la session, Andrea Meza, Secrétaire exécutive adjointe de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), a souligné le rôle des mouvements sociaux dans le déclenchement du changement national.

L'équilibre entre nourrir les populations et préserver la planète : Ce dialogue de haut niveau a exploré les moyens de concilier la production agricole avec des écosystèmes sains et la



Ruth Spencer, Présidente du Fonds fiduciaire pour les zones protégées des écosystèmes marins, Antigua-et-Barbuda



Andrea Meza, Secrétaire exécutive adjointe de la CNULCD



Agnes Kalibata, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires 2021

santé des populations. José Luis Chicoma, ancien Ministre de la Production du Pérou, a animé le débat.

Dans son discours liminaire, Agnes Kalibata, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires 2021, a souligné qu'il serait impossible de restaurer les écosystèmes sans changer notre façon de cultiver et de produire les aliments. Elle a salué la déclaration de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique, soulignant que nous ne pouvons pas atteindre les Objectifs de l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable (ODD) sans transformer les systèmes alimentaires.

La table ronde a porté sur les moyens de soutenir la transformation des systèmes alimentaires et agricoles. Nizar Hani, Ministre de l'Agriculture du Liban, a souligné l'importance des initiatives en matière d'agroécologie et d'agroforesterie, ainsi que la nécessité de soutenir le renforcement des capacités des agriculteurs.

Elizabeth Nsimadala, Présidente de la Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est, a souligné le défi que représente l'équilibre entre les demandes concurrentes en matière de production alimentaire et la santé de la planète. Elle a insisté sur la nécessité de reconnaître les petites exploitations agricoles comme des partenaires à part entière dans la co-crédation et la mise en œuvre de solutions transformatrices.

Sandrine Enguehard, de la Société Générale, a évoqué la nécessité de lutter contre la déforestation et a appelé à un financement mixte pour réduire les risques liés à l'investissement. Elle a également souligné l'importance de travailler avec des



Sandrine Enguehard, Directrice adjointe du développement durable, Société Générale

partenaires commerciaux pour améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement.

Ewald Rametsteiner, Division des forêts, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné les progrès réalisés depuis le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, en mentionnant les 130 pays qui ont désormais établi des voies pour la transformation des systèmes alimentaires, notamment l'intégration des systèmes agroalimentaires dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les objectifs en matière de biodiversité.

Gloria Amor Paredes, Cofondatrice du Salumayag Youth Collective for Forests, a présenté le travail de son organisation pour préserver les variétés de semences traditionnelles et soutenir les techniques agricoles autochtones. Elle a souligné l'importance de créer des espaces significatifs pour que les jeunes puissent façonner le changement, d'intégrer les connaissances autochtones dans les politiques et les programmes, et de garantir les droits fonciers et les droits sur les ressources des peuples autochtones et des jeunes.

Sessions thématiques

Energies renouvelables positives pour la nature : aligner les objectifs climatiques et énergétiques : Cette session thématique a abordé les thèmes de la réduction des risques de dépassement climatique et de la transition vers des économies et des sociétés positives pour la nature. Marco Lambertini, de l'initiative Nature Positive, s'est réjoui de la récente nouvelle selon laquelle la production mondiale d'énergie renouvelable a dépassé celle des combustibles fossiles, mais a averti que le déploiement généralisé d'infrastructures renouvelables risque d'avoir des effets collatéraux négatifs sur la biodiversité. Il a opposé l'approche « positive nette » en matière de conservation de la nature à l'approche « zéro nette » en matière de politique climatique et a appelé à intégrer les principes positifs pour la nature dans le déploiement des énergies renouvelables.

La table ronde qui a suivi a été modérée par Vhalinavho Khavhagali, de l'UICN. Jiang Hao, de l'Institut chinois d'ingénierie des énergies renouvelables, a salué le déploiement rapide des énergies renouvelables en Chine et a présenté un cas local où la construction d'une centrale hydroélectrique a été interrompue afin d'étudier les impacts du projet sur une espèce rare.

Karen Westley, Vice-présidente du développement durable chez Shell et Vice-présidente de l'Ipieca, a donné son avis sur la nécessité de prendre en compte « l'ensemble du spectre de l'approvisionnement énergétique », du pétrole et du gaz aux énergies renouvelables, et a évoqué la collaboration de Shell avec les peuples autochtones du Canada pour reboiser les terres agricoles dégradées, entre autres initiatives.



Jiang Hao, Institut chinois d'ingénierie des énergies renouvelables

Gauri Singh, de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), a rappelé que l'IRENA a passé la dernière décennie à construire le discours selon lequel les énergies renouvelables sont l'avenir et s'intéresse désormais à la manière de les déployer d'une manière positive pour la nature. Elle a mis en garde contre les approches « descendantes » et a appelé à la participation des communautés locales.

Adonai Herrera-Martínez, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, a déclaré que, contrairement au climat, les indicateurs de biodiversité sont diversifiés et locaux, et a appelé à des orientations plus claires pour que les acteurs financiers alignent leurs investissements sur le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF).

Les questions du public ont suscité des discussions sur : l'élimination progressive du pétrole et du gaz ; le rôle de la communauté des investisseurs dans les énergies renouvelables respectueuses de la nature ; et l'importance d'améliorer la communication entre les ministères et les secteurs.

Repenser la conservation urbaine : définir de nouvelles opportunités pour les zones urbaines protégées : Cette session thématique a abordé deux thèmes du Congrès : l'innovation disruptive et le leadership en matière de conservation ; et la transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature.

Madhu Rao, Président de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, a attiré l'attention sur le fait que les villes abritent 55 % de la population mondiale, ce chiffre devant passer à 75 % d'ici 2050, mais a déploré les défis auxquels sont confrontées les aires protégées urbaines (APU).

Dans un message vidéo, Carolina Figuero et Hoda Gray, Coprésidentes du Groupe de spécialistes des stratégies de conservation urbaine de l'UICN, ont fait remarquer que les APU sont fragmentées et sous-financées, alors qu'elles constituent souvent le premier point de contact entre les populations et la nature.

Peter Frost, Ressources naturelles, Pays de Galles, a animé la table ronde, soulignant que le dialogue alimentera la mise à jour des lignes directrices de l'UICN sur les APU, qui n'ont pas été révisées depuis 11 ans. Soutenant la création d'une catégorie spécifique de l'UICN pour les APU, Ingrid Coetzee, Biodiversité, nature et santé, ICLEI Local Governments for Sustainability, a souligné que ces zones peuvent contribuer à divers objectifs mondiaux en matière de zones humides et d'espèces migratrices.

Pedro Menezes, du ministère de l'Environnement et du Changement climatique du Brésil, a fait valoir qu'une catégorie spécifique de l'UICN pour les UPA n'était pas nécessaire, préférant considérer les systèmes d'aires protégées de manière holistique.

Marco Vinicio Cerezo, directeur général de la Fundación para el Ecodesarrollo y la Conservación (FUNDAECO), Guatemala, a soutenu une approche systémique des UPA, partageant l'histoire de l'expansion et de la transformation de la ville de Guatemala en une ville verte, soulignant que plus de 5 000 hectares de la ville sont des espaces verts.

Alison Barnes, Directrice générale de la New Forest National Park Authority, au Royaume-Uni, a rappelé l'engagement de la communauté et des partenaires tout au long du processus qui a abouti à la désignation de Londres comme ville-parc national en 2019, et a souligné la création d'une [charte universelle pour les villes-parcs nationaux](#).

Une stratégie mondiale pour la conservation de la biodiversité en eau douce : Cette session thématique s'inscrivait dans le cadre des thèmes du congrès, à savoir l'intensification des mesures de conservation résilientes et la transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature.

La session, animée par Maria Ana Borges, de l'UICN, a présenté les raisons et le processus qui ont conduit à l'élaboration

de la première [Stratégie mondiale de conservation de la biodiversité aquatique](#) à l'échelle de l'Union.

Catherine Sayer, de l'UICN, a souligné l'importance des écosystèmes d'eau douce en tant que points chauds de la biodiversité et fournisseurs de services écosystémiques. Tout en reconnaissant que les populations d'espèces d'eau douce ont diminué de 85 % depuis 1970, un quart d'entre elles étant menacées d'extinction, elle s'est félicitée de la reconnaissance croissante de cette question grâce, entre autres, aux Objectifs 2 (restaurer 30 % de tous les écosystèmes dégradés) et 3 (conserver 30 % des terres, des eaux et des mers) du GBF.

Dans son discours liminaire, James Dalton, de la section Eaux et zones humides de l'UICN, a présenté le processus d'élaboration de la stratégie de conservation de la biodiversité en eau douce, sa vision pour 2030 et ses principaux piliers : la pollution, les espèces envahissantes, les habitats et la connectivité.

Au cours de la discussion qui a suivi, le panel a réfléchi à l'intégration du changement climatique, de la gouvernance et des politiques en tant qu'aspects transversaux de la stratégie, au rôle des paysages actifs tels que les plaines inondables, et aux défis liés à la collaboration entre les gouvernements et les peuples autochtones et les communautés locales (IPLC) dans les écosystèmes d'eau douce.

Isabel Wallnoefer, de l'UICN, a animé le panel d'experts composé de : Ian Harrison, Coprésident du Comité pour la conservation des eaux douces, Commission de survie des espèces de l'UICN ; Tatiana Lobato de Magalhaes, Université autonome de Querétaro ; et John Simaika, Institut international de gestion de l'eau. Soulignant la complexité et la nature multidimensionnelle des écosystèmes d'eau douce, ils ont notamment insisté sur la nécessité de : suivre les motions et résolutions pertinentes devant l'Assemblée des membres ; harmoniser les priorités des différents conventions liées au cycle hydrologique ; réaligner les instruments politiques fragmentés ; et normaliser les cadres de suivi.

Présentation des acteurs du changement

Un voyage avec les acteurs du changement : leçons et croissance : lors de cet événement, d'anciens acteurs du changement de l'UICN se sont réunis pour réfléchir à leurs projets. Justin Langan, directeur exécutif d'O'KANATA, a animé l'événement.

Brigitta Gunawan, Fondatrice de Diverseas, a expliqué que son programme relie la narration et la science en produisant des films immersifs et en introduisant la réalité virtuelle dans les salles de classe afin de concevoir conjointement des programmes d'éducation à l'océan avec des éducateurs locaux.

Yara Yousry, Cofondatrice de Texula, a présenté son entreprise sociale, qui transforme les déchets de bananiers en fibres durables



Saed Hanani, Fondateur et PDG, Foras Khadra



Inna Modja, Ambassadrice de bonne volonté de la CNULCD

pouvant remplacer les fibres synthétiques dans les industries du textile et de l'emballage.

Camille Rivera, Fondatrice de la Fondation Oceanus, a expliqué que leur programme Blue Carbon, initialement limité à la restauration des mangroves abandonnées, comprend désormais la création d'entreprises favorables aux mangroves afin d'améliorer les moyens de subsistance des communautés locales.

Saed Hanani, Fondateur et PDG de Foras Khadra, a rappelé qu'en tant qu'acteur du changement, son initiative consistait à transformer les écorces d'orange en fibres écologiques. Malgré les difficultés d'accès aux matériaux et au financement en Palestine, il a souligné qu'il avait poursuivi son parcours à travers plusieurs autres initiatives, notamment Kalimat, une plateforme arabe dédiée au contenu scientifique sur le climat.

En réfléchissant à leur parcours, les acteurs du changement ont discuté des défis et des lacunes existants, tels que le manque de mentorat approprié et les préjugés à l'égard des femmes et des jeunes entrepreneurs sociaux.

Après la table ronde, Becca Liu, Fondatrice de HappyPower et actrice du changement, a présenté son projet, qui utilise des aires de jeux modulaires comme source d'énergie propre pouvant actuellement produire et stocker de l'électricité pour jusqu'à 500 foyers à faibles revenus.

Événement des exposants

Le Fonds mondial pour le cadre de la biodiversité : premiers succès et perspectives : Cet événement a contribué aux thèmes du Congrès, à savoir l'intensification des mesures de conservation résilientes et la transition vers des économies et des sociétés respectueuses de la nature. Animés par David Ainsworth, du FEM, les intervenants ont réfléchi aux premiers résultats du Fonds mondial pour le cadre de la biodiversité (GBFF), lancé en 2023 pour renforcer la mise en œuvre du GBF, le fonds ayant mobilisé entre 200 et 300 millions de dollars américains.

Carlos Manuel Rodríguez, PDG et Président du FEM, a énuméré les améliorations apportées aux modalités de financement du FEM grâce au GBFF, notamment : la réduction du délai d'approbation des projets à 6 mois ; une capitalisation flexible, qui permet de nouveaux financements provenant du secteur privé et de la philanthropie ; et une inclusivité et une équité accrues grâce à un financement direct des peuples autochtones et des communautés locales (IPLC).

Les participants du MEXIQUE, de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO et de MADAGASCAR ont ensuite partagé leurs expériences dans le cadre de projets financés par le GBFF, soulignant, entre autres, une approche globale de la société, le rôle des PYLC dans la mise en œuvre des projets et l'importance d'intégrer les actions en faveur de la biodiversité dans la cartographie de l'utilisation des terres.

Astrid Schomaker, Secrétaire exécutive de la CDB, a signalé des anomalies et des inexactitudes dans les estimations actuelles du déficit de financement de la biodiversité. Elle a noté que, bien que les donateurs aient de plus en plus tendance à privilégier le financement bilatéral, il est nécessaire de réduire davantage les risques liés au soutien aux pays les moins avancés.

Jacob Martin-Malus, du gouvernement du Québec, a souligné l'importance des donateurs infranationaux et a présenté les mesures prises par son gouvernement pour élaborer le Plan Nature 2030.

Clôture du forum

Intitulée « **Powering Transformative Conservation** » (**Donner les moyens à une conservation transformatrice**), la séance de clôture a été animée par Musonda Mumba, Secrétaire général de la Convention sur les zones humides.

Le directeur général de l'UICN, M. Aguilar, a fait le bilan des quatre derniers jours du Congrès, soulignant qu'« une vérité est devenue indéniable : la conservation fonctionne ». Elle a mis en avant certaines des annonces clés faites pendant le Congrès, notamment le rétablissement des populations de tortues vertes, le lancement du rapport « [IUCN World Heritage Outlook 3](#) », ainsi que le lancement de l'approche « Rapid High Integrity Nature Positive Outcomes », de la [Deuxième édition du standard mondial de l'UICN sur les solutions fondées sur la nature et du Réseau d'action pour les glaciers de l'UICN](#). Elle a annoncé que le Panama accueillera le Congrès mondial sur les aires protégées et conservées en 2027 et a conclu en soulignant trois priorités : intensifier les actions fondées sur la science, garantir l'équité et l'inclusivité, et aligner la nature et l'économie.

Après une prestation musicale d'Inna Modja, Ambassadrice de bonne volonté de la CNULCD, un panel s'est réuni pour discuter des principaux enseignements du congrès. Justin Langan, directeur exécutif d'O'KANATA, s'est félicité des dialogues constructifs et de la promotion du rôle et des connaissances des peuples autochtones. Amelia Fawcett, Coprésidente du Panel consultatif international sur les crédits de biodiversité, a félicité le Congrès pour l'accent mis sur l'action, qui contribue à « faire passer le débat du quoi au comment ». Faisant référence à la « tendance radicale », Swetha Stotra Bhashyam, du Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité, a appelé à changer le discours sur notre relation avec la nature.

Dans son discours de clôture, la Présidente de l'UICN, Razan Al Mubarak, a souligné que la protection de la nature n'est pas seulement un objectif environnemental, mais aussi le fondement du bien-être et de la prospérité humains. Elle a exhorté les membres à passer du dialogue à la décision lors de la prochaine Assemblée des membres.

Le Forum s'est achevé à 17 h 09.



Musonda Mumba, Secrétaire général de la Convention sur les zones humides